Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 24/24 - IX – CIV

Audience publique du vingt-deux février deux mille vingt-quatre

Numéro CAL-2020-00157 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Stéphane PISANI, conseiller,
Gilles SCHUMACHER, greffier.

E n t r e :

la société anonyme **SOCIETE1.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE1.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO1.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice suppléant Luana COGONI, en remplacement de l'huissier de justice Véronique REYTER d'Esch-sur-Alzette du 30 janvier 2020,
défenderesse sur appel incident,

comparant par Maître Michel SCHWARTZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

- 1) **PERSONNE1.)**, demeurant à L-ADRESSE2.),
- 2) la société anonyme **SOCIETE2.)** SA, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE3.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO2.), représentée par son conseil

d'administration actuellement en fonctions, ayant repris l'instance pour compte de la société anonyme de droit belge **SOCIETE3.) SA**, établie et ayant son siège social à B-ADRESSE4.), Belgique, inscrite au registre de commerce de Bruxelles sous le numéro NUMERO3.), représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions, agissant pour sa succursale luxembourgeoise **SOCIETE4.) SA**, établie et ayant son siège social à L-ADRESSE5.), inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro NUMERO4.), représentée par son mandataire général actuellement en fonctions, dont elle a acquis tous les droits et obligations résultant de tous les contrats d'assurance non-vie P/C Retail et P/C Corporate relevant des branches 1a, 2, 3, 8, 9, 10, 13 et 16 d'SOCIETE4.), succursale d'SOCIETE5.) SA,

intimés aux fins du prêt exploit COGONI d'Esch-sur-Alzette du 30 janvier 2020, demandeurs par appel incident,

comparant par Maître Aurélia FELTZ, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

LA COUR D'APPEL :

Exposé du litige

Vu l'arrêt de la Cour N° 79/23 - IX - CIV du 13 juillet 2023.

En résumé, le litige a trait à l'indemnisation des conséquences dommageables d'un incendie qui s'est déclenché dans les locaux de la société à responsabilité limitée SOCIETE6.) SARL (ci-après SOCIETE6.)), déclarée en état de faillite suivant jugement commercial n° 286/2017 du 27 février 2017 et assurée auprès de la société anonyme SOCIETE1.) SA (ci-après SOCIETE1.)) suivant la police d'assurance responsabilité civile n° NUMERO5.) Avt. 1 du 21 octobre 2014, et lors duquel le véhicule CATERHAM, modèle SUPER 7 SUPER SPRINT de 1987 appartenant à PERSONNE1.) (ci-après PERSONNE1.)) y entreposé pour y subir des travaux de réparation du moteur suivant un devis du 2 juin 2015, a été incendié, ce dernier assuré auprès de la société anonyme de droit belge SOCIETE5.) SA (ci-après SOCIETE5.)).

Statuant sur l'appel interjeté le 30 janvier 2020 par SOCIETE1.) contre le jugement contradictoire n° 2019TALCH17/00224 du 16 octobre 2019 ayant déclaré irrecevable la demande de PERSONNE1.) et d'SOCIETE5.) dirigée à l'encontre Maître Yusuf MEYNIUGLU, pris en sa qualité de curateur de SOCIETE6.), en faillite ; l'ayant dite recevable pour le surplus ; ayant condamné SOCIETE1.) à payer à PERSONNE1.) la somme de 6.300.- euros, avec les intérêts légaux à partir du 14 juin 2018 jusqu'à solde ; ayant condamné SOCIETE1.) à payer à SOCIETE5.) la somme de 11.376.- euros, avec les intérêts légaux à partir du 14 juin 2018 jusqu'à solde ; ayant débouté PERSONNE1.) et SOCIETE5.) pour le surplus ; ayant débouté les parties au litige de leurs demandes respectives en indemnité de procédure et ayant condamné SOCIETE1.) aux dépens de l'instance, la Cour a, par arrêt N° 79/23 -

IX - CIV du 13 juillet 2023 précité, a reçu les appels principal et incident en la forme; a confirmé le jugement entrepris en ce qu'il a dit que le garagiste est responsable en sa qualité de dépositaire du préjudice accru au propriétaire du véhicule endommagé ; avant tout autre progrès en cause, a ordonné la révocation de l'ordonnance de clôture, conformément à l'article 225 du Nouveau Code de procédure civile, pour permettre aux parties de verser des pièces supplémentaires et de conclure quant aux points soulevés dans la motivation de l'arrêt, à savoir, l'expiration de la police d'assurance antérieurement à l'incendie du 21 septembre 2016 et réservé le surplus et les frais.

Par acte d'avocat à avocat déposé au greffe de la Cour en date du 31 août 2023, la compagnie d'assurances SOCIETE2.) SA (ci-après SOCIETE7.)) a déclaré reprendre l'instance introduite par exploit d'huissier du 30 janvier 2020 et enrôlée sous le n° CAL-2020-00157 précisant que depuis le 1^{er} octobre 2022, SOCIETE5.) lui a cédé tous les droits et obligations résultant de tous les contrats d'assurance non-vie P/C Retail et P/C Corporate relevant des branches 1a, 2, 3, 8, 9, 10, 13 et 16 d'SOCIETE4.), succursale d'SOCIETE5.).

Sur ce, les parties ont conclu de part et d'autre.

L'instruction a été clôturée une seconde fois par ordonnance du 14 décembre 2023. Les mandataires des parties ont été informés le 8 janvier 2024 que l'affaire serait plaidée à l'audience du 7 février 2024. L'affaire a été prise en délibéré à la même date.

Discussion

SOCIETE1.), après avoir procédé au dépôt de la pièce réclamée par la Cour, à savoir la police n° NUMERO5.) initiale, explique que la seule différence entre la police initiale en question et l'avenant 1 du 21 octobre 2014 tient uniquement au mode de paiement de la prime. Concernant la question de l'expiration de la police n° NUMERO5.), elle précise que SOCIETE6.) n'ayant pas fait usage de la faculté de résilier le contrat à son échéance du 1^{er} janvier 2016, ladite police était toujours active au moment du sinistre. Elle réitère ses contestations quant à la couverture du sinistre et quant aux montants réclamés.

PERSONNE1.) et SOCIETE7.) maintiennent que le sinistre serait bien couvert par la police d'assurance souscrite par SOCIETE6.) dans la mesure où les dégâts au véhicule ont été causés à l'occasion de l'incendie ou lors de l'incendie.

Appréciation de la Cour

- *Au fond*

La responsabilité de SOCIETE6.) en sa qualité de dépositaire du véhicule endommagé ayant été confirmée suivant arrêt N° 79/23 - IX - CIV du 13 juillet 2023, il n'y a plus lieu d'y revenir.

Néanmoins, l'assureur n'est tenu à garantie envers la victime directe ou par subrogation, comme en l'espèce, que si outre le fait que la responsabilité civile

de son assuré est engagée, le risque est également couvert par la police d'assurance.

Il s'agit en l'occurrence de la police d'assurance n° NUMERO5.) conclue en date du 18 août 2014 (cf. pièce 7 de la farde III de pièces de Maître Michel SCHWARTZ).

Cette police, modifiée par avenant 1 du 21 octobre 2014, prend effet le 8 août 2014 et expire le 1^{er} janvier 2016 (cf. pièce 1 de la farde I de pièces de Maître Michel SCHWARTZ).

Suivant l'article 2.1.1.2. des conditions générales d'assurance, à la fin de la durée initiale d'assurance, l'assurance est reconduite tacitement d'année en année, sauf résiliation du preneur ou de l'assureur à l'échéance annuelle de la prime (cf. pièce 3 de la farde I de pièces de Maître Michel SCHWARTZ).

D'après les déclarations d'SOCIETE1.), la police d'assurance n° NUMERO5.) n'a pas été résiliée à la date d'anniversaire et a été reconduite tacitement, de sorte qu'elle était toujours en vigueur à la date du sinistre, soit le 21 septembre 2016.

PERSONNE1.) et SOCIETE7.) peuvent dès lors utilement se prévaloir du contrat d'assurance en question.

SOCIETE1.) peut cependant opposer à PERSONNE1.) et au SOCIETE7.) toutes les exceptions, telles par exemple les exclusions de risque, ou les limitations de garantie qu'elle aurait pu opposer à son cocontractant assuré.

La Cour rappelle qu'SOCIETE1.) ne conteste ni le principe de l'action directe dirigée à son encontre, ni le principe de sa couverture d'assurance. Elle discute cependant l'étendue de la couverture d'assurance fournie par ses soins et soutient que d'après les conditions particulières du contrat d'assurance conclu entre elle et SOCIETE6.) les dégâts causés au véhicule de PERSONNE1.) seraient exclus de sa couverture d'assurance.

Elle se réfère ainsi aux clauses applicables figurant à la page 4 de la police d'assurance n° NUMERO5.) précitée et plus précisément à la clause régissant la responsabilité civile du fait de dégâts causés à un véhicule.

L'intégralité de la clause litigieuse se lit comme suit :

« Conformément aux limites d'intervention stipulées dans les conditions particulières, le présent contrat couvre les dommages occasionnés aux véhicules qui lui (SOCIETE6.) ont été confiés dans le cadre de ses activités.

Toutefois ne sont cependant pas compris dans cette extension de garantie :

- Les dégâts causés, après incendie ou explosion, aux véhicules se trouvant au garage ou sur les terrains appartenant à l'entreprise du preneur d'assurance (...). ».

PERSONNE1.) et SOCIETE7.) contestent l'interprétation de la clause d'exclusion faite par SOCIETE7.) et relèvent l'ambiguïté de cette clause qui ne serait ni claire, ni précise et devrait de ce fait être interprétée strictement. Selon eux, les termes « *après incendie* » ne seraient pas équivalents aux termes « *par ou à l'occasion de l'incendie* ».

L'article 1162 du Code Civil prévoit que dans le doute, la convention s'interprète contre celui qui a stipulé et en faveur de celui qui a contracté l'obligation. Il est en plus admis en matière d'assurance que l'assureur doit sa garantie, sauf exclusion formelle et limitée contenue dans la police. L'exclusion doit être claire, précise et non équivoque. Comme c'est l'assureur qui rédige la police, une clause d'exclusion ambiguë sera interprétée en faveur de l'assuré. Une exclusion de garantie qui doit être interprétée n'est pas formelle et limitée (Précis Dalloz, Droit des Assurances, Yvonne Lambert-Faivre, p.304, no 420 et s.).

Il se dégage des pièces et renseignements fournis par les parties que le contrat conclu entre parties s'analyse en un contrat d'assurance « *SOCIETE8.)* ». Ce produit d'assurance permet de couvrir les biens - bâtiments, matériel, marchandises - contre différents périls (incendie, tempête, vol, ...), de garantir la pérennité de l'activité en assurant les pertes d'exploitation, la responsabilité civile exploitation, la responsabilité civile après livraison et la responsabilité civile professionnelle.

Les droits et obligations réciproques des parties contractantes sont déterminés en l'espèce par les conditions générales SOCIETE8.) (ref.W.03.2013), par les conditions spéciales SOCIETE8.) (ref.W.03.2013) et par les conditions particulières du contrat (cf. pages 2 et 4 de la police d'assurance n° NUMERO5.)) et de ses avenants (cf. police d'assurance n° NUMERO5.) Avt.1).

Les conditions générales SOCIETE8.) (ref.W.03.2013) sont communes à toutes les garanties. Les conditions spéciales SOCIETE8.) (ref.W.03.2013) traitent de la responsabilité civile exploitation et de la responsabilité civile après livraison, garanties reprises dans les conditions particulières du contrat (cf. page 2 de la police d'assurance n° NUMERO5.)).

Suivant l'article 3.2. des conditions spéciales SOCIETE8.) (ref.W.03.2013), sont couverts, sans surprime, jusqu'à concurrence des montants prévus aux conditions particulières :

« (...) »

3.2.1.1. Objets confiés : les dommages confiés à l'Assuré dans le but d'être travaillés.

(...) ».

L'article 3.2.7. « *causes particulières* » des conditions spéciales SOCIETE8.) (ref.W.03.2013) stipule : « *Sauf mention contraire aux conditions particulières, sont compris dans la garantie d'un maximum de 125.000 € par sinistre et pour l'ensemble des causes particulières 3.2.7.1., 3.2.7.2. et 3.2.7.3 ci-dessous :*

3.2.7.1. *les dommages imputables à un incendie, à un feu, une explosion, à de la fumée ou à l'action de l'eau (...) ».*

La Cour en déduit, à l'instar du tribunal, et au vu des éléments repris ci-avant, que l'exclusion de garantie ne joue que pour les dommages qui seraient causés après un incendie, de sorte que l'argumentaire développé par SOCIETE1.) suivant lequel les dommages causés lors d'un incendie sont à exclure du périmètre de la garantie est à rejeter.

Retenir le contraire viendrait à vider l'article 3.2.7. « *causes particulières* » des conditions spéciales SOCIETE8.) (ref.W.03.2013) de sa substance.

Dans la mesure où il ressort du rapport d'expertise SOCIETE9.) du 25 octobre 2016 (cf. pièce 1 de la farde de 7 pièces de Maître Aurélia FELTZ) et des photos y annexées que le véhicule a été endommagé par l'incendie, c'est dès lors à juste titre que le tribunal a retenu que l'assureur est responsable en principe et doit indemniser la victime du sinistre.

D'après le rapport d'expertise SOCIETE9.) précité, le préjudice matériel de PERSONNE1.) résultant de la mise en perte totale du véhicule s'est élevé à 19.640.- euros (soit 25.000.- euros, valeur avant sinistre, dont à déduire 5.360.- euros, valeur de l'épave). Suivant quittance indemnitaire du 4 novembre 2016, le montant de 12.640.- euros (déduction faite de la franchise de 7.000.- euros) a été accordé à PERSONNE1.) à titre de dédommagement « *Abandon véhicule CS7087* » suivant le sinistre n°16/005850/01 du 21 septembre 2016. Ce montant a été acquitté par l'assureur de PERSONNE1.) le 16 novembre 2016.

Le montant retenu par l'expert est actuellement contesté par SOCIETE1.), motif pris que le véhicule a été expertisé en partant du postulat de départ qu'il s'agit d'un modèle SUPER 7 SUPER SPRINT, alors que cela n'aurait pas été le cas. Le véhicule aurait par ailleurs été affecté d'avaries techniques nécessitant des réparations.

Il est rappelé que comme toute autre pièce, un rapport unilatéral mérite examen et considération, étant précisé que les tribunaux conservent toute leur liberté d'appréciation quant à la valeur probante de ces documents, cette liberté d'appréciation étant mise en œuvre avec plus de rigueur à l'égard d'un rapport unilatéral qu'à l'égard d'un rapport contradictoire. Un rapport d'expertise unilatéral vaut comme élément de preuve, à condition d'avoir été régulièrement communiqué et soumis à la libre discussion des parties, respectivement à condition que les droits de la défense de la partie à laquelle on l'oppose soient suffisamment sauvegardés, étant précisé que le juge du fond n'est admis à fonder sa décision sur les renseignements consignés dans un rapport unilatéral que pour autant qu'ils sont corroborés par d'autres éléments.

Il ressort du dossier que dans le cadre d'un litige opposant PERSONNE1.) à son vendeur PERSONNE2.) quant aux qualités du véhicule acquis, l'expert Eric GROMMERICH, chargé par le tribunal de se prononcer sur la conformité du moteur du véhicule acquis a retenu dans son rapport daté du 17 novembre 2014 ce qui suit : « *Le moteur installé dans le véhicule examiné a subi une préparation importante mais sans le montage d'un arbre à cames de type KC234 au lieu du*

KCBCF2, il ne peut développer la puissance de 135 CV et ne peut par conséquent correspondre à la dénomination constructeur «Super Sprint ». La dénomination « Super Sprint » sur la facture de vente est par conséquent fausse. » (cf. pièce 8 de la farde de 1 pièce de Maître Aurélia FELTZ).

Ce même expert a évalué le coût des travaux de mise en conformité du véhicule acquis au type Super Sprint à 2.717,65 euros.

Dans ce litige, PERSONNE1.) avait produit une « proposition commerciale » de SOCIETE6.) datée du 2 juin 2015 énumérant un certain nombre de travaux à effectuer pour un montant total de 4.806,13 euros. Un acompte de 2.000.- euros avait déjà été payé par PERSONNE1.).

Il ressort ensuite des déclarations du gérant de SOCIETE6.) du 28 novembre 2016 que le jour du sinistre toutes les réparations qui devaient être faites sur le véhicule litigieux étaient achevées (cf. pièce 6.2 de de la farde de pièces 2 de Maître Michel SCHWARZ).

Les contestations d'SOCIETE1.) quant à l'état du véhicule avant incendie tombent dès lors à faux.

Dans ces conditions, et à défaut de tous autres éléments contraires, il n'y a pas lieu de se départir de l'estimation faite par SOCIETE9.).

Aucun élément pertinent de la cause ne permettant d'écarter le rapport SOCIETE9.), c'est donc à bon droit que le tribunal s'y est référé.

Ce rapport peut dès lors, pour ces mêmes motifs, être pris en compte par la Cour.

La Cour approuve encore le tribunal d'avoir retenu que la victime a droit à la réparation intégrale de son préjudice. Les moyens d'SOCIETE1.) relatifs à la simple prise en compte d'une valeur de remplacement sont dès lors à rejeter.

C'est en conséquence à bon droit, et pour des motifs que la Cour adopte, que le tribunal a fait droit à la demande de PERSONNE1.) dans les limites de la franchise contractuelle de 10%, soit la somme de (7.000.- - 700.-) 6.300.- euros à titre de réparation de son préjudice matériel, avec les intérêts légaux à partir du 14 juin 2018, date de la demande en justice.

C'est également pour ces mêmes motifs qu'il y a lieu de confirmer le tribunal en ce qu'il a fait droit à la demande de l'assureur dans les limites de la franchise contractuelle de 10%, soit la somme de (12.640 - 1.264) 11.376.- euros.

L'appel d'SOCIETE1.) est ainsi à rejeter.

Le tribunal est encore à confirmer en ce qu'il a rejeté la demande du chef de préjudice moral de PERSONNE1.), la preuve d'un tel préjudice n'étant également pas rapportée en appel.

L'appel incident de PERSONNE1.) n'est dès lors pas fondé.

- Demandes accessoires

Le jugement est encore à confirmer en ce que les parties ont été déboutées de leurs demandes en obtention d'une indemnité de procédure pour la première instance.

Au vu des éléments de la cause, les parties sont également à débouter de cette demande en instance d'appel.

Succombant dans les deux instances, SOCIETE1.) doit en supporter les frais et dépens.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

statuant en continuation de l'arrêt N° 79/23 - IX - CIV du 13 juillet 2023 ;

donne acte à la société anonyme SOCIETE2.) SA de sa reprise d'instance ;

déclare les appels principal et incident non fondés ;

confirme le jugement dans la mesure où il a été entrepris ;

déboute les parties de leurs demandes respectives en obtention d'une indemnité de procédure ;

condamne la société anonyme SOCIETE1.) SA aux frais et dépens.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier Gilles SCHUMACHER.